

CLARK-COMMONWEALTH
CLARK-COMMONWEALTH

CANBERRA (PC) - HUIT MINISTRES DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DU COMMONWEALTH ONT DÉCIDÉ, MARDI, DE DEMANDER AUX BANQUES D'IMPOSER DE SÉVÈRES CONDITIONS À L'AFRIQUE DU SUD, EN JUIN 1990, AU MOMENT DU RÉÉCHELONNEMENT DE LA DETTE ÉTRANGÈRE DE CE PAYS.

LE BUT DE CETTE DÉMARCHÉ, A EXPLIQUÉ LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE; LE MINISTRE CANADIEN JOE CLARK; EST D'APPLIQUER UNE PLUS FORTE PRESSION CONTRE L'AFRIQUE DU SUD; AFIN DE L'OBLIGER À ABANDONNER SA POLITIQUE D'APARTHEID.

LE COMMONWEALTH; A DÉCLARÉ M. CLARK; VA PROPOSER UNE RÉUNION AVEC LES DIRIGEANTS DES BANQUES; À QUI L'AFRIQUE DU SUD DOIT DES MILLIARDS DE DOLLARS; POUR LEUR EXPLIQUER LA SITUATION.

"LE MONDE SAIT QUE LA QUESTION DU RÉÉCHELONNEMENT EST URGENTE; A NOTÉ LE MINISTRE CANADIEN. NOUS CROYONS POSSIBLE D'ÉTABLIR DES CONTACTS AVEC LES BANQUES DES ÉTATS-UNIS ET DE L'EUROPE; AFIN DE PRODUIRE PEUT-ÊTRE UN EFFET QUELCONQUE SUR CES LIENS FINANCIERS."

SELON LES MINISTRES DU COMMONWEALTH; LES BANQUES POURRAIENT IMPOSER LES TAUX D'INTÉRÊT LES PLUS ÉLEVÉS POSSIBLE ET OBLIGER L'AFRIQUE DU SUD À NE PAS ÉTALER SA DETTE AU-DELÀ DE 10 ANS.

CRÉDIT

LES MINISTRES SE SONT ENGAGÉS À INCITER LES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS À NE PLUS FAIRE CRÉDIT À L'AFRIQUE DU SUD DANS SES TRANSACTIONS INTERNATIONALES.

À LEUR OPINION; LES BANQUES DEVIENNT ÉGALEMENT EXIGER DES COMPAGNIES QUI EFFECTUENT DES EMPRUNTS; À L'EXTÉRIEUR DE L'AFRIQUE DU SUD; QU'ELLES FOURNISSENT LES DÉTAILS DE TOUT LIEN AVEC CE PAYS ET QU'ELLES ÉTABLISSENT QUE LE PRÊT N'A PAS POUR BUT DE CONTOURNER LES SANCTIONS.

LES MINISTRES ONT ACCEPTÉ; FINALEMENT; D'ÉTUDE UN RAPPORT INDÉPENDANT; QUI LEUR CONSEILLE D'IMPOSER DE NOUVELLES SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD; PUISQUE LES SANCTIONS ACTUELLES N'ONT QUE PARTIELLEMENT RÉUSSI.

PARTI CES NOUVELLES SANCTIONS; ON SIGNALE L'INTERDICTION D'IMPORTER TOUT PRODUIT AGRICOLE; TOUT MINÉRAL (Y COMPRIS LE CHARBON; L'ACIER ET L'URANIUM) ET TOUT PRODUIT MANUFACTURÉ D'AFRIQUE DU SUD.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFRIQUE DU SUD; M. PIK BOTHA; AVAIT ÉCRIT À M. CLARK; PLUS TÔT; POUR LUI DEMANDER DE REJETER CE RAPPORT. IL AVAIT SIGNALÉ QUE LA PLUPART DES NOIRS; EN AFRIQUE DU SUD; REJETAIENT LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES COMME ARME POLITIQUE.

SANCTIONS

PARLANT UNIQUEMENT À TITRE DE REPRÉSENTANT DU CANADA; M. CLARK A FAIT SAVOIR QU'IL NE PRÉVOYAIT PAS DE NOUVELLES SANCTIONS "À COURT TERME".

LE REPRÉSENTANT DU NIGERIA; LE MAJOR-GÉNÉRAL IKE NHACHUKWU; A DÉCLARÉ POUR SA PART: "NOUS AVONS BESOIN DE NOUVELLES SANCTIONS AFIN DE CONTINUER À MONTRER À L'AFRIQUE DU SUD QUE NOUS SOMMES SÉRIEUX."

DE TOUTE FAÇON; A INDICÉ M. CLARK; TOUTE NOUVELLE SANCTION DEVRA ÊTRE PRÉALABLEMENT APPROUVÉE AU SOMMET DU COMMONWEALTH; EN OCTOBRE EN MALAYSIA.

LES PAYS QUI PARTICIPENT À LA CONFÉRENCE DE CANBERRA SONT LE CANADA; L'Australie; LA GUYANA; L'INDE; LE NIGERIA; LA TANZANIE; LA ZAMBIE ET LE ZIMBABWE.

W0816-GC-GEN.3218-AC.